Naomi Klein

TOUT PEUT CHANGER

capitalisme & changement climatique

ACTES SUD
LUX

PRÉSENTATION

Oubliez tout ce que vous croyez savoir sur le réchauffement climatique. La « vérité qui dérange » ne tient pas aux gaz à effet de serre, la voici : notre modèle économique est en guerre contre la vie sur Terre.

Au-delà de la crise écologique, c'est bien une crise existentielle qui est en jeu – celle d'une humanité défendant à corps perdu un mode de vie qui la mène à sa perte. Pourtant, prise à rebours, cette crise pourrait bien ouvrir la voie à une transformation sociale radicale susceptible de faire advenir un monde non seulement habitable, mais aussi plus juste.

On nous a dit que le marché allait nous sauver, alors que notre dépendance au profit et à la croissance nous fait sombrer chaque jour davantage. On nous a dit qu'il était impossible de sortir des combustibles fossiles, alors que nous savons exactement comment nous y prendre – il suffit d'enfreindre toutes les règles du libre marché : brider le pouvoir des entreprises, reconstruire les économies locales et refonder nos démocraties. On nous a aussi dit que l'humanité était par trop avide pour relever un tel défi. En fait, partout dans le monde, des luttes contre l'extraction effrénée des ressources ont déjà abouti et posé les jalons de l'économie à venir.

Naomi Klein soutient ici que le changement climatique est un appel au réveil civilisationnel, un puissant message livré dans la langue des incendies, des inondations, des tempêtes et des sécheresses.

Nous n'avons plus beaucoup de temps devant nous.

L'alternative est simple : changer... ou disparaître.

Tant par l'urgence du sujet traité que par l'ampleur de la recherche effectuée, l'auteur de *No Logo* et de *La Stratégie du choc* signe ici son livre le plus important à ce jour.

NAOMI KLEIN

Collaboratrice du Harper's*, reporter pour* Rolling Stone*, chroniqueuse affiliée au* New York Times*, au* Guardian *et à* The Nation*, Naomi Klein est une journaliste canadienne saluée par de nombreuses distinctions. Elle est l'auteur de* No Logo. La tyrannie des marques *(2001) et de* La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre *(2008).*

DU MÊME AUTEUR

NO LOGO. LA TYRANNIE DES MARQUES, Actes Sud, 2001 ; Babel n° 545.
JOURNAL D'UNE COMBATTANTE. NOUVELLES DU FRONT DE LA MONDIALISATION, Actes Sud/Leméac, 2003 ; Babel n° 692.
LA STRATÉGIE DU CHOC. LA MONTÉE D'UN CAPITALISME DU DÉSASTRE, Actes Sud/Leméac, 2008 ; Babel n° 1030.

naomiklein.org

Titre original :
This Changes Everything, Capitalism vs the Climate
Éditeur original :
Simon & Schuster, New York
© Klein Lewis Production, 2014

© Lux Éditeur, 2015
pour l'édition française au Canada et aux États-Unis

© ACTES SUD, 2015
pour l'édition française en tous pays
à l'exception du Canada et des États-Unis
ISBN 978-2-330-04786-3

NAOMI KLEIN

TOUT PEUT CHANGER

Capitalisme et changement climatique

essai traduit de l'anglais (Canada)
par Geneviève Boulanger et Nicolas Calvé

ACTES SUD/LUX

Il nous faut garder à l'esprit que l'œuvre à laquelle nous travaillons est plus vaste que la crise du climat. Nous devons porter notre regard plus loin, plus en profondeur. Pour être honnête, il est question ici de transformer complètement notre façon d'habiter cette planète.

Rebecca Tarbotton,
directrice générale du Rainforest Action Network, 1973-2012[1]

Dans mes livres, j'ai imaginé des gens qui salent le Gulf Stream, construisent des barrages pour empêcher l'inlandsis du Groenland de glisser dans la mer, pompent l'eau des océans dans les cuvettes asséchées du Sahara et de l'Asie pour créer des lacs salés, pompent la glace fondue de l'Antarctique vers le nord pour l'alimenter en eau douce, créent des bactéries génétiquement modifiées pour que les racines des arbres puissent capter plus de carbone, soulèvent la Floride de dix mètres pour la sauver de l'engloutissement et, chose la plus difficile d'entre toutes, transforment le capitalisme de fond en comble.

Kim Stanley Robinson, auteur de science-fiction, 2012[2]

Liste des sigles et acronymes

ABC	American Broadcasting Company (un des trois grands réseaux privés de télévision aux États-Unis)
ACCP	Association canadienne des producteurs pétroliers
AECG	Accord économique et commercial global (traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada)
AEI	American Enterprise Institute (organisation politique conservatrice américaine)
AFP	Americans for Prosperity (organisation politique conservatrice américaine)
AGU	American Geophysical Union (société scientifique américaine de géophysique)
AIE	Agence internationale de l'énergie
AIG	American International Group (multinationale américaine de l'assurance)
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain (en anglais, NAFTA)
AMAP	Association pour le maintien d'une agriculture paysanne
AMC	American Multi-Cinema Theater (chaîne de multiplexes américaine)
APEN	Asian Pacific Environmental Network (réseau américain d'organisations de défense de l'environnement)
ASC	agriculture soutenue par la communauté
BA	British Airways
BBC	British Broadcasting Corporation
BNSF	Burlington Northern Santa Fe (compagnie de chemin de fer américaine)
BP	British Petroleum
BPC	biphényles polychlorés (aussi appelés polychlorobiphényles, PCB)
CBC	Canadian Broadcasting Corporation (réseau public de radio et de télévision canadien)
CBS	Columbia Broadcasting System (un des trois grands réseaux privés de télévision aux États-Unis)
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIA	Central Intelligence Agency (agence fédérale américaine de renseignement)
CNN	Cable News Network (réseau de télévision américain d'information continue)
CSSD	Center for Sustainable Shale Development (centre pour le développement durable du gaz de schiste)
CTV	Canadian Television Network (réseau de télévision privé de langue anglaise au Canada)
DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
DDT	dichloro-diphényl-trichloroéthane (puissant insecticide)
DLR	Deutsche Zentrum für Luft- und Raumfahrt (centre allemand de recherche aérospatiale)
EA	Environment Agency (agence britannique pour l'environnement)
EDF	Environmental Defense Fund (organisation non gouvernementale de protection de l'environnement)
EIA	Energy Information Administration (agence de la statistique du département américain de l'Énergie)
EPA	United States Environmental Protection Agency (agence de protection de l'environnement des États-Unis)
FIV	fécondation in vitro
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (d'après l'anglais, General Agreement on Tariffs and Trade)
GES	gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (en anglais, voir IPCC)
GM	General Motors (grand constructeur d'automobiles américain)
GMO	Grantham, Mayo, Van Otterloo & Co. (firme de gestion de placements)
GNL	gaz naturel liquéfié
GRC	Gendarmerie royale du Canada
GRS	gestion du rayonnement solaire
HAP	hydrocarbures aromatiques polycycliques
ICCC	International Conference on Climate Change (lobby climatosceptique américain)
IMMS	Institute for Marine Mammals Studies
IPCC	International Panel on Climate Change (en français, voir GIEC)
IYC	Ijaw Youth Council
LEED	Leadership in Energy and Environmental Design (certification écologique des bâtiments)
MDP	mécanisme de développement propre

MIT	Massachusets Institute of Technology
MMA	Montreal, Maine & Atlantic (compagnie ferroviaire)
MOSOP	Movement for the Survival of the Ogoni People
NAFTA	North American Free Trade Agreement (en français, ALENA)
NASA	National Aeronautics and Space Administration (agence spatiale américaine)
NBC	National Broadcasting Company (un des trois grands réseaux privés de télévision aux États-Unis)
NOAA	National Oceanic and Atmospheric Administration (agence fédérale américaine d'étude des océans et de l'atmosphère)
NRDC	Natural Resources Defense Council (ONG américaine pour la protection de l'environnement)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSLI	Oil Sands Leadership Initiative (association corporative de compagnies pétrolières)
PBS	Public Broadcasting Service (réseau de télévision public américain)
PCB	polychlorobiphényles (aussi appelés BPC)
PDG	président-directeur général
PIB	produit intérieur brut
PNB	produit national brut
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RAH	récupération assistée des hydrocarbures
S&P	Standard & Poor's (une des trois grandes agences de notation dans le monde)
SCARS	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (organisme fédéral canadien chargé de surveiller les activités du SCRS)
SCEQE	Système communautaire d'échange de quotas d'émission
SCRS	Service canadien du renseignement de sécurité
SEC	Securities and Exchange Commission (autorité des marchés financiers américaine)
SRMGI	Solar Radiation Management Governance Initiative (initiative pour la gouvernance de la gestion du rayonnement solaire)
TCA	Travailleurs canadiens de l'automobile
TED	Technology, Entertainment and Design (organisation à but non lucratif de conférences internationales)
TNC	The Nature Conservancy (organisme américain de protection de l'environnement)

TRG	tarifs de rachat garantis
TWAS	The World Academy of Sciences
UE	Union européenne
UPI	United Press International (agence de presse américaine)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
USCAP	United States Climate Action Partnership (coalition environnementaliste américaine d'entreprises et d'organisations)
WWF	World Wildlife Fund (en français, Fonds pour la vie sauvage mondiale. Devenu World Wide Fund for Nature, en français, Fonds mondial pour la nature)
ZAD	zone à défendre

Avant-propos

D'une manière ou d'une autre, tout est en train de changer

En matière d'évolution du climat, la plupart des projections présupposent que les changements à venir (les émissions de gaz à effet de serre, la hausse des températures et leurs conséquences, comme l'augmentation du niveau de la mer) se produiront graduellement. Telle quantité d'émissions provoquera telle hausse des températures qui entraînera telle augmentation progressive du niveau de la mer. Toutefois, les données climatiques tirées des profils géologiques font état de cas où un changement relativement mineur touchant à un seul élément du climat bouleverse le système dans son ensemble. Autrement dit, au-delà d'un certain seuil, une augmentation des températures pourrait provoquer des changements brusques, imprévisibles et potentiellement irréversibles dont les conséquences, à grande échelle, seraient dévastatrices. À cette étape, même en admettant qu'on cesse complètement d'ajouter du CO_2 dans l'atmosphère, des processus potentiellement irréversibles seraient déjà enclenchés. On peut comparer la situation à une panne soudaine de la direction et des freins d'une voiture : dès lors, le conducteur n'a plus la moindre prise ni sur le problème ni sur ses conséquences.

Rapport de l'Association américaine pour l'avancement des sciences, le plus grand regroupement de scientifiques du monde, 2014[3]

J'adore cette odeur d'émissions !

Sarah Palin, 2011[4]

Une voix sort de l'interphone : « Les passagers du vol 3935 au départ de Washington et à destination de Charleston sont priés de bien vouloir récupérer leurs bagages à main et de descendre de l'avion. »

Rassemblés sur le tarmac brûlant, les passagers constatent un phénomène insolite : les roues du jet de US Airways se sont enfoncées dans l'asphalte comme dans du ciment frais. Et si profondément que la dépanneuse n'a pas réussi à dégager l'appareil. La compagnie espère que, délesté de ses 35 passagers, l'avion sera assez léger pour être déplacé. Mais la manœuvre échoue. Un passager poste une photo : « Pourquoi mon vol est-il annulé ? Parce

qu'il fait une telle chaleur à Washington que notre avion s'est englué dans l'asphalte[5] ! »

Plus tard, un camion plus puissant viendra remorquer l'appareil, avec succès cette fois. L'avion finira par décoller, avec trois heures de retard. Un porte-parole de la compagnie aérienne attribuera l'incident à « une température très inhabituelle[6] ».

L'été 2012, en effet, s'est avéré exceptionnellement chaud (tout comme le précédent et le suivant, d'ailleurs). Et la cause n'en est guère mystérieuse : l'usage massif de combustibles fossiles auxquels, tant par obligation que par nécessité, la compagnie US Airways persiste à recourir malgré de fâcheux inconvénients tels que la liquéfaction du tarmac. L'ironie de la situation, à savoir que l'utilisation de ces combustibles modifie si radicalement le climat que ce dernier en vient à entraver le recours auxdits combustibles) n'a empêché ni les passagers du vol 3935 de remonter à bord et de poursuivre leur voyage, ni les grands médias qui couvraient l'incident de s'abstenir de faire mention de la crise du climat.

Rien ne m'autorise à juger ces passagers : en ultra-consommateurs que nous sommes et où que nous habitions, nous étions tous symboliquement à bord du vol 3935. Confrontés à une crise qui menace notre survie en tant qu'espèce, nous persistons avec zèle dans les activités mêmes qui l'ont provoquée. À l'instar de la compagnie aérienne affrétant un remorqueur plus puissant pour libérer son avion, l'économie mondiale redouble d'ardeur. Les ressources classiques ne suffisant plus, elle se tourne vers des types encore plus néfastes de combustibles fossiles : pétrole issu des sables bitumineux de l'Alberta ou des forages en eaux profondes, gaz obtenu par fracturation hydraulique, charbon extrait de montagnes fracassées à l'explosif, et ainsi de suite.

Pendant ce temps, chaque mégacatastrophe naturelle prodigue son lot d'instantanés sardoniques d'un climat de plus en plus inhospitalier pour des industries précisément responsables du réchauffement planétaire. Qu'on pense aux inondations historiques de Calgary qui, en 2013, ont paralysé les sièges sociaux des sociétés pétrolières exploitant les sables bitumineux et bloqué un convoi chargé d'hydrocarbures inflammables sur un pont ferroviaire en train de céder. Ou à la sécheresse qui, un an auparavant, a frappé le Mississippi, faisant baisser le niveau du fleuve au point que des barges de pétrole et de charbon sont restées immobilisées pendant des jours, jusqu'à ce que le corps des ingénieurs de l'armée de terre vienne leur draguer un chenal (en puisant dans les fonds alloués à la reconstruction des infrastructures endom-

magées lors de l'inondation historique qui avait touché ce même fleuve l'année précédente). Qu'on pense encore aux centrales au charbon qui, en divers endroits des États-Unis, ont été fermées temporairement parce que les rivières servant à leur refroidissement étaient soit trop chaudes, soit à sec.

De tels paradoxes font désormais partie de la vie quotidienne en cette époque troublée où une crise que nous avons résolument ignorée nous éclate au visage – sans toutefois nous empêcher de continuer à nous livrer, plus frénétiquement que jamais, aux pratiques qui en sont la cause même.

J'ai nié l'ampleur de la crise du climat pendant plus longtemps que je n'oserais l'admettre. J'étais bien sûr consciente de son existence, contrairement à Donald Trump et aux sympathisants du Tea Party, pour qui le retour de l'hiver apporte chaque année la preuve de la mystification qui serait à l'œuvre. Mais je n'en avais qu'une vague idée, me contentant de survoler la plupart des reportages sur le sujet, en particulier les plus terrifiants. Je me disais que la climatologie était une science trop complexe et que les environnementalistes étaient là pour s'en occuper. Et je continuais à faire comme s'il n'y avait rien de mal à disposer, bien rangée dans mon portefeuille, d'une rutilante carte plastifiée attestant de mon appartenance à l'« élite » des grands voyageurs.

Nous sommes nombreux à être, de la sorte, dans le déni du changement climatique, nous contentant de lui accorder un instant d'attention avant d'en détourner le regard – quand nous ne choisissons pas d'en faire un motif de plaisanterie (« L'apocalypse est à nos portes ! »), ce qui revient à peu près au même.

Il nous arrive également de nous raconter des histoires rassurantes sur le génie humain et sa capacité à enfanter de miraculeuses technologies susceptibles d'aspirer sans encombre tout le gaz carbonique du ciel ou d'atténuer par magie la chaleur du soleil. C'est là une autre forme de déni, allais-je découvrir au cours des recherches engagées pour ce livre.

Une autre option consiste à envisager dûment la crise, mais sur le mode hyper-rationnel : « Dollar pour dollar, mieux vaut accorder la priorité au développement économique sur le changement climatique, puisque la richesse constitue le meilleur bouclier contre des conditions météorologiques extrêmes. » Comme si le fait de posséder quelques dollars de plus pouvait faire la différence quand la ville où vous habitez est sous les eaux ! Encore une forme de déni, très caractéristique, quant à elle, de la politique politicienne.

Une autre option consiste à nous dire trop accaparés par notre propre vie pour nous soucier d'un problème aussi lointain, aussi abstrait. (Et ce, même si nous avons vu l'eau envahir les tunnels du métro de New York et les habitants de La Nouvelle-Orléans se réfugier sur leurs toits, même si nous savons que nul n'est à l'abri – et les plus démunis encore moins.) Aussi compréhensible soit-elle, cette attitude est encore une forme de déni.

Une autre option encore consiste à prendre la crise en compte tout en se disant que la seule solution est de modifier nos comportements – en recourant à la méditation, aux marchés « bios », et en prônant la suppression de la voiture, mais en « oubliant », ce faisant, d'essayer de changer pour de bon le système responsable de la crise, au motif qu'un tel projet serait irréaliste ou véhiculerait trop d'« énergie négative ». C'est ainsi que, même si nous sommes persuadés de garder les yeux grand ouverts dans la mesure où nombre de ces modifications apportées à notre mode de vie font, de fait, partie de la solution, l'un de nos yeux demeure bel et bien fermé.

Il nous arrive aussi d'avoir *vraiment* les yeux ouverts, sauf que, immanquablement, cela ne dure pas, et que nous continuons ainsi d'osciller entre prise de conscience et amnésie. Car le dérèglement climatique est une réalité qu'il est difficile de garder à l'esprit bien longtemps. Cette amnésie écologique intermittente est parfaitement rationnelle : nous nions la crise du climat parce que nous craignons qu'elle ne vienne tout bouleverser. Ce en quoi nous n'avons d'ailleurs pas tort[7].

Nous savons que, si nous continuons, comme à présent, à laisser les émissions de gaz à effet de serre (GES*) augmenter d'année en année, le réchauffement planétaire va bouleverser tout ce dont est fait notre monde. Il est plus que probable que de grandes villes se verront englouties et des cultures ancestrales immergées sous les flots, que nos enfants passeront une bonne partie de leur vie à fuir ou à tenter de se remettre de tempêtes effroyables et de sécheresses extrêmes. Et nous n'avons pas grand-chose à faire pour qu'un tel avenir se concrétise. En fait, il suffit de ne rien faire et de poursuivre sur notre lancée, à savoir attendre le salut des technologies, continuer à cultiver notre potager ou nous raconter

* Sauf indication contraire (comme c'est le cas ici), les notes en bas de page sont de Naomi Klein. La mention « [NdÉ] » en fin de note indique qu'il s'agit d'une note de l'éditeur, la mention « [NdT] » désigne une note des traducteurs. Tous les sigles et acronymes utilisés dans le texte sont définis dans la liste intégrée en début d'ouvrage. [NdÉ]

que nous sommes malheureusement trop occupés pour prendre la situation en main.

Il suffit que nous ne réagissions *pas* comme s'il s'agissait d'une crise avérée. Il suffit de continuer à nier l'ampleur de notre effroi. C'est ainsi que, petit à petit, nous atteindrons le point de bascule que nous redoutons par-dessus tout, et dont nous avons systématiquement détourné le regard. Sans avoir rien de particulier à faire.

Il existe des moyens de se prémunir contre un avenir aussi sombre ou, du moins, d'en atténuer significativement le caractère funeste. À condition de tout changer de fond en comble. Ce qui implique, pour les consommateurs à outrance que nous sommes devenus, une mutation complète, tant de notre mode de vie que du fonctionnement de l'économie, voire des discours que nous tenons quant à notre place sur la Terre. La bonne nouvelle, c'est que bon nombre de ces moyens n'ont rien de catastrophique. Qu'ils sont même absolument passionnants. Mais il m'a fallu beaucoup de temps pour en prendre conscience.

Je me souviens du moment précis où j'ai cessé de détourner mon regard des enjeux climatiques, ou, du moins, où je l'ai laissé s'y attarder. C'était en avril 2009, à Genève. Je devais rencontrer, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'ambassadrice bolivienne, une femme étonnamment jeune répondant au nom d'Angélica Navarro Llanos. Parce que la Bolivie est un pays pauvre dont le budget consacré aux affaires internationales est très modeste, Navarro Llanos venait de se voir confier le dossier du climat, qui s'ajoutait à ses responsabilités relatives au commerce extérieur. Alors que nous déjeunions dans un restaurant chinois presque désert, elle m'a expliqué (en se servant de ses baguettes pour dessiner un graphique de l'évolution des émissions de GES) qu'elle considérait le dérèglement climatique comme une terrible menace pour son peuple, mais aussi comme une opportunité.

Une menace pour des raisons évidentes : la Bolivie dépend en grande partie de glaciers pour son approvisionnement en eau potable et l'irrigation de ses terres, et les blancs sommets des montagnes qui en surplombent la capitale sont en train de virer au gris-brun à un rythme alarmant. Quant à l'opportunité, m'a expliqué Navarro Llanos, elle résidait dans le fait que les pays comme le sien, ayant peu contribué à l'emballement des émissions, étaient dès lors en position de se déclarer « créanciers climatiques », de sorte que l'argent et le soutien technique des grands émetteurs allaient leur permettre de couvrir les coûts

exorbitants induits par les catastrophes attribuables au climat et de se développer en empruntant la voie des énergies vertes.

Dans le cadre d'une conférence des Nations Unies sur le climat, l'ambassadrice venait de prononcer un discours où elle exposait ses arguments en faveur de tels transferts de richesse, discours dont elle m'a remis une copie et où on lisait :

> Des millions de personnes qui vivent sur de petites îles, dans les pays les moins avancés ou dans des États enclavés, de même que des collectivités vulnérables du Brésil, de l'Inde, de la Chine et d'un peu partout dans le monde subissent les conséquences néfastes d'un problème auquel elles n'ont pas contribué. […] Pour inverser la courbe des émissions d'ici dix ans, il nous faut une mobilisation massive, la plus importante de tous les temps. Il nous faut un plan Marshall pour la planète. Ce plan devra prévoir des transferts financiers et technologiques d'une ampleur inédite ; il devra apporter la technologie sur le terrain, dans chaque pays, pour assurer à la fois la réduction des émissions et l'amélioration de la qualité de vie des populations. Nous n'avons qu'une dizaine d'années devant nous[8].

Un plan Marshall pour la planète coûterait évidemment très cher : des centaines, voire des milliers de milliards de dollars (Navarro Llanos s'est montrée réticente à énoncer des chiffres précis). On aurait pu penser qu'un tel coût, à lui seul, vouait le plan à l'échec dans la mesure où, en 2009, la crise financière mondiale battait son plein. Cela étant, l'implacable logique de l'austérité consistant à faire assumer le sauvetage des banques par les populations en procédant à des licenciements dans le secteur public, en fermant des écoles, etc., n'était pas encore entrée dans les mœurs, de sorte que loin de faire apparaître les idées de Navarro Llanos comme irréalistes, la crise avait l'effet inverse.

Nous venions tous d'assister à la mobilisation de milliers de milliards de dollars organisée par les élites dès lors que ces dernières eurent décidé de déclarer l'état de crise. Si on laissait les banques faire faillite, nous avait-on affirmé, le reste de l'économie s'effondrerait. C'était une question de survie collective, et il fallait donc trouver l'argent sans attendre. Dans le processus, des mythes économiques parmi les plus tenaces furent mis à nu (« Besoin d'argent ? Imprimez-en ! »). Quelques années auparavant, dans la foulée des attentats du 11-Septembre, nombre de gouvernements avaient fait appel au trésor public dans un esprit similaire et, dans nombre de pays occidentaux, les contraintes budgétaires ne les avaient empêchés ni de multiplier les mesures de surveillance et les politiques sécuritaires sur leur propre territoire, ni de se lancer dans de coûteuses guerres à l'étranger.

Jamais le dérèglement climatique n'a fait l'objet de pareil traitement de la part de nos dirigeants, quand bien même il risquerait de faire beaucoup plus de morts que l'effondrement de grandes banques et autres gratte-ciel. La réduction des émissions de GES (qui selon les scientifiques permettrait d'atténuer considérablement le risque de catastrophe) se voit considérée comme une simple recommandation ou relevant d'actions que l'on peut reporter indéfiniment. Manifestement, pour qu'une crise devienne une crise, les rapports de pouvoir et les priorités établies ont autant d'importance que les faits concrets. Mais, en l'occurrence, nous n'avons pas à nous contenter d'agir en spectateurs : les politiciens ne sont pas seuls à détenir le pouvoir de déclarer une crise. Les mouvements citoyens de masse sont également en mesure de le faire.

L'esclavage n'avait rien d'une crise aux yeux des élites britanniques et américaines avant que le mouvement abolitionniste n'établisse qu'il en était bien une. Même chose pour la ségrégation raciale, la discrimination sexuelle et l'apartheid avant que le mouvement des droits civiques, le féminisme et le mouvement antiapartheid n'entrent en scène.

De la même façon, si suffisamment d'entre nous cessons de détourner les yeux et décidons que le dérèglement climatique constitue bel et bien une crise nécessitant une intervention de l'ordre du plan Marshall, alors elle sera perçue comme telle, et la classe politique n'aura d'autre choix que de réagir, tant en rendant possible l'allocation de ressources qu'en infléchissant les lois du libre marché qui se révèlent si flexibles dès que les intérêts de l'élite sont en jeu – ce dont nous avons parfois un aperçu lorsqu'une catastrophe met un temps les enjeux climatiques sur le devant de la scène. « Pour une opération de secours de cette ampleur, l'argent n'est en aucun cas la question. Nous y mettrons tout l'argent qu'il faudra », déclarait le premier ministre britannique David Cameron (M. Austérité en personne) en février 2014, alors que de vastes régions d'Angleterre subissaient des inondations historiques et que la population reprochait son incurie au gouvernement[9].

En écoutant Navarro Llanos m'exposer la situation du point de vue de la Bolivie, j'ai commencé à comprendre à quel point le dérèglement climatique pourrait, si on le considérait, au même titre que ces terribles inondations, comme une véritable urgence planétaire, devenir une force dynamisante pour l'espèce humaine. Grâce aux ressources qu'il conviendrait d'investir pour mettre fin sans délai à l'ère des combustibles fossiles et se préparer à des épisodes météorologiques extrêmes, des pans entiers de l'huma-

nité pourraient sortir de la pauvreté en obtenant des services qui leur font cruellement défaut aujourd'hui, comme l'eau potable et l'électricité. Une telle vision de l'avenir va bien au-delà de la question de la simple survie ou de la résistance aux bouleversements climatiques, bien au-delà des mesures d'« atténuation » et d'« adaptation » dont les rapports des Nations Unies font état dans leur lugubre jargon. C'est une vision qui nous incite à nous servir collectivement de cette crise pour faire le grand saut et bâtir un monde autrement plus accueillant que celui d'aujourd'hui.

Après ma conversation avec l'ambassadrice bolivienne, je me suis rendu compte que je ne redoutais plus de m'immerger dans la réalité scientifique de la menace climatique et, cessant d'éviter les travaux sur le sujet, je me suis mise à lire tout ce qui me tombait sous la main. J'ai également cessé de considérer le problème comme la chasse gardée des environnementalistes et de me dire qu'il s'agissait d'une question qui en concernait d'autres. Et, en discutant avec des membres du mouvement pour la justice climatique, qui compte de plus en plus de sympathisants, j'ai découvert en quoi l'enjeu pouvait devenir, à bien des égards, un catalyseur de changements bénéfiques et le meilleur argument dont les progressistes aient jamais disposé pour faire valoir leurs revendications. La crise du climat pouvait en effet offrir la possibilité de rebâtir et de raviver les économies locales, de libérer nos démocraties de l'emprise destructrice des géants du secteur privé, d'empêcher l'adoption d'accords de libre-échange néfastes et de renégocier ceux qui étaient déjà en vigueur, d'investir dans les infrastructures publiques les plus mal en point, tels les transports en commun et le logement social, de se réapproprier des services publics essentiels comme l'énergie et l'eau potable, d'assainir le secteur agricole, d'ouvrir les frontières aux réfugiés climatiques et de respecter les droits territoriaux des peuples autochtones[†]. Autant de mesures susceptibles de contribuer à mettre fin aux extravagantes inégalités sociales et territoriales qui déchirent le monde actuel.

---

† Au Québec et au Canada, les premiers occupants du territoire nord-américain sont aujourd'hui généralement désignés sous le nom d'« Autochtones » (plutôt que d'Amérindiens, d'Indiens, d'indigènes ou d'aborigènes), et les peuples auxquels ils appartiennent sont appelés « premières nations » ou « peuples autochtones ». Au singulier, le terme « première nation » peut désigner une aire culturelle (par exemple, les Cris) ou un groupe plus précis (par exemple, la première nation crie de Beaver Lake), qui, dans certains cas, se qualifie de « bande » (par exemple, la bande Neskonlith). Les termes retenus dans le présent ouvrage sont ceux sous lesquels se désigne elle-même chaque première nation. [NdT]

C'est ainsi que j'ai commencé à déceler des signes sous la forme d'alliances inédites ou de nouveaux arguments, qui laissaient entrevoir en quoi, à condition de mieux comprendre les liens entre tous ces enjeux, l'urgence de la crise du climat pouvait jeter les bases d'un puissant mouvement de masse capable de conjuguer des revendications en apparence disparates sous l'égide d'un programme cohérent destiné à protéger l'humanité à la fois des ravages d'un système économique d'une injustice féroce et d'un système climatique déstabilisé. Et si j'ai écrit ce livre, c'est parce que j'en suis venue à la conclusion que la crise du climat pouvait devenir ce précieux catalyseur dont le monde a tant besoin.

Un sursaut citoyen

Mais j'ai aussi écrit ce livre parce que le changement climatique pourrait au contraire devenir le catalyseur d'un ensemble de transformations sociales, politiques et économiques nettement moins souhaitables.

J'ai passé les quinze dernières années plongée dans des recherches sur les sociétés qui ont subi des chocs extrêmes découlant de l'effondrement de leurs économies, de catastrophes naturelles, d'attentats terroristes et de guerres. J'ai analysé en profondeur les changements sociaux qui se produisent dans ces moments d'extrême tension. Je me suis penchée sur les façons dont de tels événements altèrent la perception collective des possibles, pour le meilleur et, surtout, pour le pire. Ainsi que je l'explique dans mon essai intitulé *La Stratégie du choc*[10], les milieux d'affaires, durant ces quarante dernières années, ont systématiquement tiré parti de ces divers types de crises pour imposer des politiques destinées à enrichir une petite minorité : déréglementations, réduction des dépenses sociales, privatisations à grande échelle... Les crises ont aussi servi à justifier de graves atteintes aux libertés civiles et d'épouvantables violations des droits de l'homme.

De nombreux signes laissent entrevoir que la crise du climat risque de ne pas faire exception à la règle : au lieu d'inspirer des politiques par lesquelles on pourrait prévenir un réchauffement désastreux ou protéger les populations d'inévitables catastrophes, cette crise pourrait elle aussi être utilisée pour allouer encore plus de ressources au « 1 % ». Cette tendance se manifeste déjà : partout dans le monde, on privatise des forêts communales pour en faire des fermes forestières ou des réserves écologiques permettant à leurs propriétaires d'accumuler des « crédits-carbone », une

arnaque très lucrative sur laquelle je reviendrai plus loin. Il existe aussi un marché en plein essor dit des « dérivés climatiques » où des entreprises et des banques spéculent sur des épisodes météorologiques, traitant des catastrophes meurtrières comme s'il s'agissait d'une vulgaire partie de dés sur les tables de jeu de Las Vegas (de 2005 à 2006, le marché des dérivés climatiques a vu sa valeur presque quintupler, passant de 9,7 milliards à 45,2 milliards de dollars). Des firmes mondiales de réassurance font des profits qui se chiffrent en milliards en vendant entre autres des plans de protection à des pays en développement n'ayant pratiquement aucune responsabilité dans la crise du climat, mais dont les infrastructures sont éminemment vulnérables[11].

Et, dans un accès de franchise, le géant de l'armement Raytheon d'admettre que « les affaires ne manqueront sans doute pas de connaître un bel essor lorsque les consommateurs entreprendront d'adapter leurs comportements et leurs besoins au changement climatique ». Cet essor ne sera pas seulement dû à une hausse de la demande en services privés d'intervention en cas de catastrophe, mais découlera également de la « demande en produits et services militaires, car des problèmes de sécurité pourraient se multiplier en raison des sécheresses, des inondations et des tempêtes provoquées par le changement climatique[12] ». Quiconque serait tenté de remettre en question l'urgence de la crise ferait bien de garder cette réalité à l'esprit : les milices privées sont déjà en train de se mobiliser.

En plus de stimuler une croissance de la demande en individus bardés d'armes, sécheresses et inondations procurent toutes sortes de bonnes occasions de faire des affaires. De 2008 à 2010 ont été déposés au moins 261 brevets portant sur des semences « adaptées aux changements climatiques », c'est-à-dire prétendument capables de résister à des conditions météorologiques extrêmes. Environ 80 % de ces brevets sont détenus par seulement six géants de l'agroalimentaire, dont Monsanto et Syngenta. L'ouragan Sandy a été un pactole pour les promoteurs immobiliers du New Jersey, qui ont empoché des millions de dollars pour de nouvelles constructions dans des zones peu endommagées, alors que le cauchemar des locataires de logements sociaux des secteurs les plus touchés est encore loin d'être terminé. Il en est allé de même avec l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans[13].

Rien de tout cela n'est très surprenant. Le système actuel est conçu pour inventer de nouvelles façons de privatiser les biens communs et de mettre les catastrophes au service du profit ; livré à lui-même, il n'est capable de rien d'autre. Les sociétés peuvent

toutefois réagir aux crises autrement qu'en appliquant la stratégie du choc. Nous en avons tous été témoins ces dernières années, alors que la crise financière qui avait éclaté à Wall Street en 2008 se propageait dans le reste du monde : une hausse subite du prix des aliments a contribué à créer les conditions du Printemps arabe, et les politiques d'austérité ont suscité des mouvements de masse de la Grèce au Chili, en passant par l'Espagne, les États-Unis et le Québec. Nombre de gens hésitent de moins en moins à se dresser contre ceux qui profitent sans vergogne des crises pour piller le domaine public. Mais toutes ces manifestations ont aussi montré qu'il ne suffit pas de dire non. Pour être autre chose que des feux de paille, les mouvements d'opposition devront élaborer une vision globale et approfondie de ce qui devrait émerger pour remplacer ce système en déroute, et développer des stratégies politiques cohérentes et efficaces pour concrétiser leurs objectifs.

Les progressistes ont déjà su comment s'y prendre. L'histoire des luttes populaires pour la justice économique et sociale est riche d'éclatantes victoires en situation de crise majeure. Mentionnons, parmi elles, les politiques du New Deal adoptées aux États-Unis dans la foulée du krach de 1929 et les innombrables programmes sociaux mis en place après la Deuxième Guerre mondiale. Ces politiques étaient vues d'un si bon œil par les électeurs que leur mise en œuvre n'a jamais nécessité de recours au genre de supercheries autoritaires dont j'ai fait état dans *La Stratégie du choc.* L'essentiel était de bâtir de puissants mouvements de masse capables de résister aux défenseurs d'un statu quo défaillant et de revendiquer un meilleur partage de la richesse au bénéfice du plus grand nombre. Bien qu'ils soient menacés, des fruits de ces moments historiques exceptionnels subsistent encore de nos jours en de nombreux pays : ainsi des régimes publics d'assurance-maladie, des pensions de retraite, du logement social et du financement public des arts.

Je suis convaincue que le dérèglement climatique représente une occasion historique à une échelle plus grande encore. Dans le cadre d'un projet de réduction des émissions de GES aux niveaux recommandés par de nombreux scientifiques, nous sommes en effet de nouveau en position de proposer des politiques susceptibles d'améliorer considérablement la vie de bien des gens, de diminuer l'écart entre riches et pauvres, de créer une multitude d'emplois dignes de ce nom et de régénérer les fondements de la démocratie. Loin d'entraîner un durcissement de la stratégie du choc, où l'accaparement des ressources et la répression atteindraient leur comble, la crise du climat pourrait susciter un sursaut

citoyen, une secousse venue de la base, capable de répartir le pouvoir entre les mains du plus grand nombre et d'élargir considérablement le domaine des biens communs, lesquels cesseraient ainsi d'être vendus au plus offrant, morceau par morceau. Les stratèges du choc misent sur les situations de crise (tant réelles que forgées de toutes pièces) pour faire adopter des politiques exposant la population à de nouvelles crises ; les transformations dont il est question dans ce livre auraient, elles, précisément l'effet inverse : elles s'attaqueraient à la racine du problème qui provoque des crises à répétition, et nous permettraient d'envisager des conditions climatiques plus hospitalières que celles vers lesquelles nous nous dirigeons, tout en dotant l'économie d'assises plus équitables.

Toutefois, pour qu'une telle évolution puisse avoir lieu, c'est-à-dire pour qu'on puisse croire que la crise du climat est en mesure de nous transformer, il nous faudra d'abord cesser de détourner les yeux.

*
* *

« Vous négociez depuis que je suis née. » Ainsi s'exprimait l'étudiante canadienne Anjali Appadurai devant les délégués des gouvernements réunis pour la conférence des Nations Unies sur le climat tenue en 2011 à Durban, en Afrique du Sud. La jeune femme n'exagérait pas. Les gouvernements discutaient de prévention du changement climatique depuis déjà plus de deux décennies : ils avaient commencé à négocier l'année où Anjali était née. « Pendant tout ce temps, vous avez failli à respecter des objectifs, manqué des cibles et rompu des promesses », poursuivait-elle lors de ce discours mémorable prononcé au nom de tous les jeunes qui assistaient à la conférence[14]. En vérité, l'organisation intergouvernementale chargée de prévenir « toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique[15] » s'est non seulement montrée incapable du moindre progrès en vingt ans de travaux (et plus de 90 réunions de négociation), mais elle a aussi supervisé un processus pratiquement ininterrompu de rupture d'engagements. Les gouvernements ont perdu des années à trafiquer les chiffres et à se quereller sur les dates d'entrée en vigueur des mesures, cherchant sans cesse à obtenir des délais supplémentaires, à la manière d'étudiants en retard dans la remise de leur copie.

Les conséquences, catastrophiques, de ces faux-fuyants et de cette procrastination sont indéniables. Selon des données préliminaires, les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont été

plus élevées de 61 % en 2013 par rapport à 1990, année où ont été amorcées des négociations sérieuses pour la mise au point d'un traité sur le climat. « Plus on parle de la nécessité de limiter les émissions, plus elles augmentent », constate John Reilly, économiste au Massachusetts Institute of Technology (MIT). D'ailleurs, la seule chose qui s'accroît plus vite que les émissions, c'est la quantité de mots par lesquels on s'engage à les réduire. Entre-temps, le sommet annuel des Nations Unies, qui demeure le meilleur espoir de percée en matière d'action sur le climat, en est venu à ressembler moins à un forum où l'on négocie activement qu'à une thérapie de groupe aussi coûteuse que polluante, à un cabinet où les délégués des pays les plus vulnérables extériorisent leur colère et leur désarroi cependant que les représentants subalternes d'États largement responsables de leur triste sort contemplent le bout de leurs chaussures[16].

Cette ambiance règne depuis l'échec de la conférence hautement médiatisée de 2009 à Copenhague. J'ai passé la dernière soirée de cet imposant rassemblement en compagnie d'un groupe de militants pour la justice climatique. Parmi eux se trouvait l'un des militants les plus en vue du Royaume-Uni. Tout au long du sommet, le jeune homme avait incarné le flegme et la confiance en soi, discutant chaque jour avec des dizaines de journalistes de l'évolution des négociations et de la signification concrète des objectifs de réduction des émissions. Malgré l'ampleur des défis, son optimisme quant aux chances de réussite de la conférence était resté inébranlable. Mais une fois les pourparlers terminés et le semblant d'accord conclu, s'effondrant devant nous, il a éclaté en sanglots sous les néons blafards d'un restaurant italien. « Et moi qui croyais vraiment qu'Obama avait compris », répétait-il inlassablement.

Avec le recul, j'en suis venue à penser que cette soirée avait constitué le passage à l'âge adulte du mouvement, le moment où chacun a vraiment réalisé que personne ne viendrait nous sauver. La psychanalyste et climatologue Sally Weintrobe considère cette prise de conscience comme la « contribution essentielle » de ce sommet : un douloureux constat du fait que « les dirigeants ne s'occupent pas de nous [...], qu'ils vont jusqu'à ne pas même se soucier de notre simple survie[17] ». Peu importe à quel point nous nous sommes habitués à la médiocrité des politiciens, une telle conclusion n'en est pas moins un coup dur à encaisser. Oui, nous sommes livrés à nous-mêmes ; et, dans cette crise, tout espoir digne de ce nom ne pourra venir que d'en bas.

À Copenhague, les gouvernements des principaux pays émetteurs, dont les États-Unis et la Chine, ont signé un accord non

contraignant par lequel ils se sont engagés à stabiliser l'augmentation de la température moyenne à 2 °C au-dessus du niveau d'avant l'ère industrielle. Cet objectif bien connu, qui représente prétendument une limite « sûre » au dérèglement climatique, a toujours été un choix hautement politique qui vise davantage à tempérer les perturbations de l'économie qu'à protéger le plus grand nombre de personnes possible. Lorsqu'on a officialisé cet objectif à Copenhague, de nombreux délégués s'en sont indignés, affirmant qu'il condamnait de petits États insulaires de faible altitude aussi bien que de vastes régions d'Afrique subsaharienne à la « peine capitale ». Cet objectif est en fait très risqué pour tout le monde : à ce jour, la température moyenne n'a grimpé que de 0,8 °C, et on en constate déjà les conséquences alarmantes – parmi lesquelles la fonte sans précédent de la calotte glaciaire du Groenland à l'été 2012 et l'acidification beaucoup plus rapide que prévue des océans. Laisser la hausse des températures atteindre plus du double de cet écart aura immanquablement de graves répercussions[18].

Dans un rapport publié en 2012, la Banque mondiale présente les risques que comporte l'« objectif des 2 °C » :

> En approchant et en dépassant les 2 °C, le réchauffement planétaire risque de déclencher des phénomènes non linéaires irréversibles. Parmi ceux-ci, mentionnons la désintégration de la calotte glaciaire de l'Antarctique occidental, qui pourrait accélérer la hausse du niveau de la mer, et la dégradation à grande échelle du fleuve Amazone, lequel aurait un effet dévastateur sur les écosystèmes, les cours d'eau, l'agriculture, la production d'énergie et les moyens de subsistance des populations. De tels phénomènes, qui pourraient contribuer à leur tour au réchauffement planétaire au cours du XXIe siècle, auraient un impact sur tous les continents[19].

Autrement dit, au-delà d'un certain seuil, on n'a plus la moindre prise sur l'augmentation de la température.

Un problème plus grave se pose toutefois (et explique pourquoi la conférence de Copenhague a désespéré tant de gens) : en ne parvenant pas à se mettre d'accord sur des objectifs contraignants, les gouvernements sont libres d'ignorer l'essentiel de leurs engagements. Et c'est précisément ce qui est en train de se produire. En fait, les émissions augmentent si rapidement que, à moins d'un changement radical de la structure même de notre économie, l'objectif des 2 °C fait d'ores et déjà figure de rêve utopique. Les environnementalistes ne sont pas seuls à sonner l'alarme. Lorsqu'elle a publié son rapport, la Banque mondiale elle-même a émis cette mise en garde : « Au train où vont les choses, le monde

[de la fin du siècle] sera plus chaud de 4 °C et sera marqué par des vagues de chaleur extrême, un déclin des réserves mondiales de nourriture, la perte d'écosystèmes, l'appauvrissement de la biodiversité et une hausse du niveau de la mer qui mettra des vies en danger. [...] De plus, il n'existe aucune certitude que l'adaptation à un monde plus chaud de 4 °C soit possible. » Kevin Anderson, directeur adjoint du centre de recherche sur le climat Tyndall, qui s'est rapidement établi comme l'un des plus importants instituts de ce genre au Royaume-Uni, est encore plus direct : à ses yeux, un réchauffement de 4 °C est « incompatible avec toute représentation raisonnable d'une communauté mondiale organisée, équitable et civilisée[20] ».

Nous ne savons pas précisément à quoi ressemblerait un monde plus chaud de 4 °C, mais même les scénarios les plus optimistes laissent présager une situation catastrophique. En 2100, le niveau moyen de la mer pourrait avoir augmenté d'un mètre, voire de deux (auxquels viendraient irréversiblement s'ajouter quelques mètres supplémentaires au cours des siècles suivants). Des États insulaires tels que les archipels des Maldives et des Tuvalu pourraient se voir engloutis, tout comme de nombreuses zones côtières d'Équateur, du Brésil, des Pays-Bas, de Californie et du nord-est des États-Unis, ainsi que de vastes régions d'Asie du Sud et du Sud-Est. Parmi les grandes villes potentiellement en péril, mentionnons Boston, New York, Los Angeles, Vancouver, Londres, Bombay, Hong-Kong et Shanghai[21].

D'ici là, de fortes vagues de chaleur capables de tuer des dizaines de milliers de personnes, même dans les pays riches, deviendraient des événements estivaux tout à fait banals sur tous les continents sauf l'Antarctique. Partout dans le monde, la chaleur provoquerait également des baisses de rendement spectaculaires des cultures de base (les récoltes de sarrasin en Inde et de maïs aux États-Unis pourraient diminuer de 60 %), alors même que les besoins en aliments exploseraient en raison de la croissance démographique et d'une demande de plus en plus forte de viande. Et parce que les cultures ne subiraient pas seulement un stress thermique, mais aussi des événements météorologiques extrêmes comme des sécheresses, des inondations ou des invasions de parasites à grande échelle, les pertes pourraient s'avérer plus importantes que ne l'ont prédit les modèles. Et si l'on ajoute à tout cela les ouragans dévastateurs, les feux de forêt incontrôlables, l'effondrement des pêcheries, l'assèchement des canaux d'irrigation, les extinctions d'espèces et les épidémies planétaires, il devient difficile de concevoir qu'une société où règnent l'ordre

et la paix puisse se maintenir (en admettant qu'une telle société ait jamais existé[22]).

Il faut garder à l'esprit qu'il s'agit là de scénarios optimistes selon lesquels le réchauffement se serait plus ou moins stabilisé à 4 °C et n'aurait pas franchi le seuil d'irréversibilité au-delà duquel il serait devenu impossible à maîtriser. Selon les modélisations les plus récentes, on juge plus prudent de postuler qu'un réchauffement de 4 °C pourrait provoquer des boucles de rétroaction extrêmement dangereuses – par exemple un océan Arctique régulièrement libre des glaces au mois de septembre ou, ainsi que l'avance une étude récente, une végétation mondiale qui, devenue trop saturée pour jouer son rôle de « puits », pourrait entraîner une croissance des émissions de gaz carbonique plutôt qu'une absorption plus grande. Une fois de tels phénomènes enclenchés, toute tentative de prédire les impacts du réchauffement serait vaine. Or, le processus pourrait s'amorcer plus vite que prévu. En mai 2014, des scientifiques de la NASA et de l'université de Californie à Irvine ont révélé que la fonte de glaciers d'une région de l'Antarctique occidental dont la taille est comparable à celle de la France « a atteint un point de non-retour ». Toute la calotte glaciaire de l'Antarctique occidental serait ainsi condamnée. Selon Eric Rignot, l'un des principaux auteurs de l'étude, sa fonte « pourrait provoquer une augmentation de trois à cinq mètres du niveau de la mer, entraînant le déplacement de millions de personnes à travers le monde ». La désintégration pourrait cependant s'étaler sur plusieurs siècles, ce qui laisserait le temps à une éventuelle réduction des émissions de ralentir le processus et d'empêcher le pire[23].

Plus terrifiant encore : selon de nombreux observateurs, si la tendance actuelle de l'augmentation des émissions se maintient, le réchauffement pourrait dépasser 4 °C. En 2011, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dont le discours est d'ordinaire assez mesuré, a publié un rapport où elle affirme que la planète s'apprête à connaître un réchauffement de l'ordre de 6 °C. « Même un écolier est en mesure de comprendre qu'un réchauffement d'une telle ampleur aurait des conséquences catastrophiques pour chacun d'entre nous », commente l'économiste en chef de l'agence. (Les données indiquent qu'un réchauffement de 6 °C risque de déclencher plusieurs processus irréversibles d'importance, dont certains seraient plutôt lents – comme la désintégration de la calotte glaciaire de l'Antarctique –, mais d'autres plus précipités – comme le dégagement de grandes quantités de méthane emmagasinées dans le pergélisol des régions arctiques.) Le géant de la comptabilité PricewaterhouseCoopers a aussi publié un rapport

prévenant les milieux d'affaires que nous pouvons nous attendre à un réchauffement « de 4 °C, voire de 6 °C[24] ».

On peut comparer ces diverses projections à une situation où tous les systèmes d'alarme d'un immeuble retentiraient en même temps, suivis de ceux de tous les bâtiments voisins. Pour dire les choses en toute simplicité : le dérèglement climatique est devenu une crise existentielle pour l'humanité. Le seul précédent historique de cette ampleur remonte à la guerre froide et à la crainte qu'elle a provoquée d'un holocauste nucléaire capable de rendre inhabitable la plus grande partie de la planète. Mais il ne s'agissait (et il ne s'agit encore) que d'une menace hypothétique, d'une mince possibilité qui n'aurait pu se concrétiser qu'en cas de dérapage géopolitique incontrôlé. Contrairement à ce que font les climatologues depuis des années, l'immense majorité des physiciens nucléaires ne nous a jamais affirmé que nous mettions presque assurément la civilisation en péril en continuant à vaquer à nos occupations quotidiennes comme si de rien n'était.

« À l'instar des autres scientifiques, la plupart des climatologues sont du genre flegmatique », explique Lonnie G. Thompson, professeur à l'université d'État de l'Ohio et spécialiste de renommée mondiale de la fonte des glaciers. « Nous ne sommes guère portés sur l'envolée lyrico-apocalyptique. En général, nous sommes beaucoup plus à l'aise à travailler dans nos laboratoires ou à recueillir des données sur le terrain qu'à donner des interviews à des journalistes ou à témoigner devant des commissions parlementaires. Dès lors, pourquoi des climatologues parlent-ils haut et fort des dangers du réchauffement planétaire ? La réponse, c'est que nous sommes aujourd'hui pratiquement tous convaincus que ce réchauffement représente un danger réel et immédiat pour la civilisation[25]. »

Difficile d'être plus clair. Et pourtant, au lieu de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour infléchir la tendance, nous continuons délibérément – du moins pour une large part – dans la même voie. Et, à l'image des passagers du vol 3935, avec le concours d'un moteur plus puissant et plus polluant.

Alors c'est quoi, notre problème ?

Au mauvais moment

Les réponses ne manquent pas. Elles tiennent aussi bien à l'immense difficulté qu'ont les gouvernements du monde à s'entendre sur quoi que ce soit qu'à quelque dimension profonde de la nature humaine qui nous empêcherait d'agir collectivement devant des

menaces en apparence éloignées ou à l'absence de solutions technologiques viables, en passant par l'idée, plus récemment émise, selon laquelle les jeux seraient faits et qu'il ne resterait donc plus qu'à contempler le spectacle de l'effondrement.

Si certaines de ces explications ont leur part de vérité, elles sont toutes insuffisantes en dernière analyse. Prenons la thèse voulant qu'il soit trop difficile pour un si grand nombre d'États de s'entendre sur des mesures à adopter. Aussi ardue que soit effectivement la tâche, il se trouve qu'en maintes circonstances, les Nations Unies ont aidé les gouvernements à collaborer les uns avec les autres pour régler des problèmes qui dépassaient leurs frontières, qu'il s'agisse du trou dans la couche d'ozone ou de la prolifération nucléaire. Loin, certes, d'être parfaits, les accords ainsi conclus représentaient tout de même un réel progrès. De surcroît, alors même qu'ils se montraient incapables de mettre en place un cadre juridique contraignant pour assurer une réduction des émissions en arguant de la complexité de la mise en œuvre d'une coopération, les gouvernements réussissaient à créer l'OMC, dispositif qui régit la circulation des biens et des services à l'échelle de la planète et punit sévèrement les contrevenants à ses règles quant à elles clairement établies.

L'affirmation selon laquelle on ne disposerait pas de solutions technologiques adéquates n'est pas plus convaincante. L'énergie issue de sources renouvelables telles que le vent et l'eau, et antérieures aux combustibles fossiles, coûte de moins en moins cher et se révèle d'année en année plus efficace et plus facile à stocker. Les deux dernières décennies ont été marquées par un remarquable essor du design et de l'urbanisme écologiques. Aux multiples outils permettant de tourner le dos aux combustibles fossiles s'ajoute l'expérience de nombreux petits groupes qui adoptent avec un phénoménal succès des modes de vie à faibles émissions de gaz carbonique. Et pourtant, le genre de transition à grande échelle qui nous permettrait d'éviter collectivement la catastrophe n'a pas lieu.

Serait-ce alors tout simplement la nature humaine qui nous empêche d'agir ? En fait, nous autres, humains, nous montrons souvent disposés à faire des sacrifices collectifs face à une menace, comme l'ont prouvé avec éclat, lors des deux grands conflits du XXe siècle, des phénomènes comme l'attitude face au rationnement ou aux obligations de guerre et autres jardins de la victoire. Pour économiser le carburant durant la Deuxième Guerre mondiale, le Royaume-Uni a pratiquement interdit les promenades en automobile et, de 1938 à 1944, l'utilisation des transports en commun

a grimpé de 87 % aux États-Unis et de 95 % au Canada. En 1943, 20 millions de ménages américains (soit 60 % de la population) cultivaient des jardins de la victoire, dont les récoltes ont fourni 42 % des légumes consommés cette année-là. Détail intéressant : toutes ces activités rassemblées entraînent une diminution spectaculaire des émissions de dioxyde de carbone[26].

Il est vrai que la menace de la guerre semblait immédiate et concrète, mais ne devrait-on pas s'effrayer tout autant d'une crise du climat qui a déjà contribué de façon substantielle à de colossales catastrophes ayant frappé certaines des plus grandes villes du monde ? Cela dit, ne nous serions-nous pas quelque peu ramollis depuis cette époque de sacrifices en temps de guerre ? Il se dit que l'être humain est de nos jours bien trop égocentrique et assoiffé de plaisirs immédiats pour accepter de se priver de la pleine liberté de satisfaire ses moindres caprices. Dans les faits, pourtant, nous n'avons pas cessé de faire de constants sacrifices collectifs au nom d'un bien supérieur abstrait. Nous sacrifions nos pensions de retraite, nos droits de travailleurs acquis de haute lutte et nos programmes de soutien aux arts et aux activités parascolaires. Nos enfants fréquentent des écoles de plus en plus bondées dont les enseignants sont de plus en plus débordés. Nous acceptons de payer de plus en plus cher pour les sources d'énergie destructrices qui alimentent nos moyens de transport et nos vies. Nous acceptons les hausses de tarifs de transports en commun dont la qualité du service plafonne ou se dégrade. Nous acceptons que l'obtention d'un diplôme universitaire soit grevée d'une dette qui demandera, pour la rembourser, la moitié d'une vie, chose impensable il y a tout juste une génération. Au Canada, où je vis, nous sommes en voie d'accepter que le courrier ne soit plus livré à domicile.

Les trente dernières années ont été marquées par l'affaiblissement constant de la sphère publique. Ce travail de sape se mène au nom de l'austérité, qui a succédé à d'autres notions tout aussi abstraites et déconnectées de la vie quotidienne (équilibre budgétaire, amélioration de l'efficacité, stimulation de la croissance économique, etc.) pour justifier ces incessants appels au sacrifice collectif, qui servent tous le même objectif de croissance économique.

Selon moi, si les humains peuvent accepter de sacrifier autant d'acquis sociaux à la stabilité d'un système économique qui rend leur existence de plus en plus contraignante et précaire, ils sont certainement capables d'apporter d'importants changements à leur mode de vie pour stabiliser les systèmes physiques

dont dépend toute vie. Sans parler du fait qu'une bonne partie des transformations nécessaires à la réduction considérable des émissions améliorerait les conditions de vie de la majorité des habitants de la planète, que ce soit en permettant aux enfants de Pékin de jouer dehors sans masque antipollution ou en créant des millions d'emplois dans le secteur des énergies vertes. En matière de politique climatique, les idées de mesures à court terme et à moyen terme ne manquent pas.

Le temps est compté. Mais dès demain, on pourrait entreprendre une réduction draconienne des émissions de GES en amorçant une grande transition vers les sources d'énergie renouvelables, étalée sur la décennie à venir. Les outils nécessaires pour y parvenir sont déjà à notre portée. Si nous les utilisions, le niveau de la mer continuerait certes à grimper et les tempêtes à se multiplier, mais nous aurions beaucoup plus de chances de prévenir un réchauffement vraiment catastrophique. En fait, des pays entiers pourraient être sauvés des eaux. Ainsi que le déclarait Pablo Solón, ex-ambassadeur de la Bolivie aux Nations Unies : « Si j'ai causé l'incendie de votre maison, la moindre des choses que je puisse faire est de vous accueillir dans la mienne. Et si je viens de mettre le feu à votre maison, je devrais tout de suite tenter de l'éteindre[27]. » Mais on jette plutôt de l'huile sur le feu. Après la baisse tout aussi brève qu'exceptionnelle induite par la crise financière en 2009, les émissions mondiales ont brusquement grimpé de 5,9 % en 2010, ce qui représente incontestablement la hausse annuelle la plus importante depuis la révolution industrielle[28].

C'est pourquoi je reviens à cette question insistante : mais c'est quoi, notre problème ? Qu'est-ce qui nous empêche vraiment d'éteindre l'incendie qui menace de ravager notre maison collective ?

À mon avis, la réponse est plus simple qu'on tente de nous le faire croire. Si le nécessaire n'a pas encore été fait pour réduire les émissions, c'est parce que les politiques à mettre en œuvre sont fondamentalement incompatibles avec le capitalisme déréglementé dont l'idéologie a dominé toute la période durant laquelle nous nous sommes démenés pour trouver une issue à la crise du climat. Si la situation ne se débloque pas, c'est parce que les mesures grâce auxquelles on aurait le plus de chances d'éviter la catastrophe (et qui profiteraient à l'immense majorité de la population) représentent une grave menace pour la minorité qui a la haute main sur l'économie, la sphère politique et la majorité des grands médias. Le problème n'aurait peut-être pas été aussi insurmontable s'il

s'était présenté à un autre moment de l'histoire. Mais, pour notre plus grand malheur à tous, la communauté scientifique a établi son diagnostic décisif à une époque où l'élite des milieux d'affaires jouissait, depuis les années 1920, d'un pouvoir politique, culturel et intellectuel plus considérable que jamais. En effet, gouvernements et climatologues ont commencé à discuter sérieusement d'une réduction des émissions de GES en 1988, soit l'année même de la signature, par le Canada et les États-Unis, de l'accord bilatéral de libre-échange le plus important jamais conclu, auquel s'est joint le Mexique quelques années plus tard et qui a pris le nom d'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA[29]).

Quand ils se pencheront sur les négociations internationales du dernier quart de siècle, les historiens du futur constateront deux processus déterminants. L'un relatif aux difficiles négociations sur le climat, qui s'enlisent avant d'échouer lamentablement, et l'autre menant à la mondialisation de l'économie, qui vole de victoire en victoire : du premier grand accord de libre-échange à la création de l'OMC, en passant par la privatisation massive des économies de l'ancien bloc de l'Est, la transformation de vastes parties de l'Asie en zones franches et l'« ajustement structurel » de l'Afrique. Si ce processus rencontre quelques revers, parmi lesquels une résistance populaire capable de paralyser tel ou tel cycle de négociations ou de faire échouer tel ou tel projet d'accord de libre-échange, il connaît néanmoins un vif succès sur le front idéologique. En effet, l'enjeu n'est pas tant le commerce transfrontalier (comme la vente de vin français au Brésil ou de logiciels américains en Chine) que l'établissement d'un cadre politique mondial qui garantisse un maximum de liberté aux multinationales. Grâce à ces traités de grande envergure et à un ensemble d'autres outils, ces entreprises peuvent produire leurs biens au moindre coût possible, les vendre en répondant aux exigences réglementaires les plus flexibles possible et payer le moins d'impôt possible. En répondant à leurs exigences, prétend-on, on alimente une croissance économique dont est censé profiter l'ensemble de la population. Les accords commerciaux n'ont d'autre intérêt que celui de mettre en œuvre ce programme d'une portée beaucoup plus large.

Les trois piliers de cette nouvelle ère nous sont devenus familiers : privatisation du secteur public, déréglementation des marchés et allègement du fardeau fiscal des entreprises financé par la réduction de la dépense publique. On a beaucoup écrit sur les coûts réels de ces politiques, qu'il s'agisse de l'instabilité des marchés financiers, des excès des ultra-riches, du désarroi des indigents

traités comme des moins que rien ou de la dégradation des infrastructures et des services publics. Mais rares sont les auteurs qui se sont intéressés au sabotage systématique, entrepris dès la première heure par les fondamentalistes du marché, de la réponse collective au dérèglement climatique, une menace dont on prenait conscience au moment même où l'idéologie néolibérale connaissait son apogée.

L'essentiel du problème tient au fait que la logique marchande dans laquelle on a enfermé la vie publique a relégué les mesures climatiques les plus immédiates et les plus évidentes au domaine de l'hérésie politique. Comment investir massivement dans des services publics et des infrastructures carboneutres à l'heure où le secteur public se voit systématiquement démantelé et privatisé ? Comment réglementer, imposer et sanctionner les entreprises du secteur pétrolier à l'heure où de telles politiques sont qualifiées de survivances du communisme autoritaire ? Comment soutenir et protéger le secteur des énergies renouvelables de manière à ce que celles-ci puissent se substituer aux énergies fossiles à l'heure où le terme de « protectionnisme » fait figure de gros mot ?

Les environnementalistes auraient pu, en se joignant à d'autres mouvements davantage préoccupés par les ravages qu'un capitalisme débridé produit sur la planète, combattre les défenseurs extrémistes du marché qui avaient tout fait pour empêcher ces mesures de bon sens. Au lieu de quoi, des acteurs décisifs de ce courant ont gaspillé de précieuses décennies à tenter de résoudre la quadrature du cercle en se demandant comment le marché pourrait par lui-même régler la crise du climat. (Ce n'est cependant qu'au bout de quelques années de travail sur ce projet que j'ai pris conscience de l'ampleur de la collusion entre grands pollueurs et grandes organisations environnementalistes.)

Mais ce n'est pas uniquement en bloquant des actions vigoureuses que le fondamentalisme marchand a aggravé la crise. De façon encore plus directe, les politiques qui ont libéré les multinationales de presque toute contrainte ont aussi grandement contribué à ce qui est la cause même du réchauffement planétaire : la hausse des émissions de GES. Les chiffres sont éloquents : dans les années 1990, alors que le processus d'intégration des marchés s'accélérait, les émissions mondiales augmentaient de 1 % par an en moyenne ; dans les années 2000, une fois les « marchés émergents » comme la Chine pleinement intégrés à l'économie mondiale, la croissance des émissions s'est accélérée de façon catastrophique, atteignant 3,4 % pendant l'essentiel de la décennie. Ce taux s'est maintenu jusqu'à nos jours, si l'on fait

exception de la brève interruption de 2009 dans la foulée de la crise financière[30].

Avec le recul, il est difficile d'imaginer que les choses auraient pu se passer autrement. L'époque en question se caractérise tant par l'exportation massive de produits sur de très longues distances (brûlant sans relâche des combustibles fossiles) que par la généralisation au monde entier d'un modèle de production, de consommation et d'agriculture fondé sur le gaspillage (et sur l'utilisation massive de combustibles fossiles).

Par conséquent, l'humanité se retrouve dans une situation périlleuse et pour le moins paradoxale. Après des décennies d'émissions débridées qu'il aurait plutôt fallu réduire, les mesures à prendre pour éviter un réchauffement catastrophique ne vont plus seulement à l'encontre du capitalisme dérégulé qui a triomphé à partir des années 1980, mais contredisent désormais le fondement même du système économique : la croissance à tout prix. Une fois émis dans l'atmosphère, le gaz carbonique persiste pendant des siècles (voire plus longtemps), retenant la chaleur. Ses effets sont cumulatifs et s'aggravent au fil du temps. Selon des experts comme Kevin Anderson, on en a laissé s'accumuler une telle quantité ces vingt dernières années que, pour que le réchauffement ne dépasse pas l'objectif des 2 °C, les pays riches devraient réduire leurs émissions de 8 à 10 % par an environ. Il va sans dire que le « libre » marché ne pourra jamais y parvenir[31]. En fait, des réductions de cette ampleur n'ont eu lieu par le passé que dans un contexte d'effondrement de l'économie ou de grandes dépressions.

J'examine ces données de façon plus approfondie dans le chapitre 2, mais l'essentiel peut se résumer ainsi : le système économique et la planète sont en guerre l'un contre l'autre. Ou, plus précisément, l'économie est en guerre contre de nombreuses formes de vie sur terre, y compris la vie humaine. Pour éviter l'effondrement, le climat commande une diminution de l'utilisation des ressources par l'humanité ; pour éviter l'effondrement, le système économique commande une croissance sans entrave. Il n'est possible de changer qu'un seul de ces ensembles de règles, et ce n'est pas celui des lois de la nature.

Heureusement, il est éminemment possible de transformer l'économie pour qu'elle devienne moins gourmande en ressources, et de procéder de façon équitable en protégeant les plus vulnérables et en faisant porter l'essentiel du fardeau aux principaux responsables de la situation. On pourrait par exemple soutenir l'expansion des secteurs de l'économie qui émettent le moins

de gaz carbonique et la décroissance de ceux qui en émettent le plus. Le problème, c'est que, à une telle échelle, la planification et la gestion de l'économie sont, dans le cadre de l'idéologie dominante, tout à fait impensables. La seule contraction gérable par le système actuel est un effondrement brutal dont feront surtout les frais les plus vulnérables. D'où le dilemme suivant : soit on laisse le bouleversement du climat transformer radicalement le monde, soit on transforme radicalement l'économie pour éviter le bouleversement du climat. Une précision s'impose cependant : en raison du déni collectif à l'œuvre durant ces dernières décennies, aucune solution graduelle ne pourra régler le problème. En matière de climat, depuis que le rêve américain a été dopé aux stéroïdes et mondialisé, de modestes aménagements du statu quo ne suffisent plus. D'ailleurs, la nécessité d'un changement radical n'est plus seulement prônée par les militants les plus radicaux. En 2012, 21 lauréats du prestigieux prix Blue Planet, dont James Hansen, ex-directeur du Goddard Institute for Space Studies de la NASA, et Gro Harlem Brundtland, ex-première ministre de la Norvège, ont cosigné un rapport qui a fait date. « Face à cette urgence sans précédent, la société n'a d'autre choix que de prendre des mesures extraordinaires pour éviter l'effondrement de la civilisation. Soit nous transformons nos façons de faire et créons une société mondiale d'un nouveau genre, soit celles-ci se transformeront sans nous[32]. »

Bien des gens qui occupent des postes importants regimbent devant de telles affirmations, car elles mettent en cause une réalité sans doute encore plus puissante que le capitalisme : l'obsession de la modération, du juste milieu, de la circonspection, bref, le centrisme. Au fond, c'est cet état d'esprit qui domine l'époque actuelle, plus encore chez les progressistes s'intéressant à ces questions que chez les conservateurs, nombreux à nier l'existence même de la crise. La crise du climat représente tout un défi pour ce centrisme prudent, car les demi-mesures ne viendront jamais à bout du problème : une politique énergétique comme celle menée par Barack Obama a à peu près aussi peu de chances de donner des résultats que le régime prescrit plus haut, et les échéances inéluctables dont font état les scientifiques montrent qu'il est plus que temps d'agir.

En présentant les enjeux climatiques comme une guerre entre le capitalisme et la planète, je n'affirme rien qu'on ne sache déjà. La bataille fait rage, mais, pour le moment, le capitalisme est en train de l'emporter haut la main. Il gagne chaque fois qu'un gouvernement reporte l'adoption de mesures pour le climat ou

renie des engagements de réduction des émissions en brandissant l'impératif de la croissance économique. Il gagne quand on explique aux Grecs que la seule façon de sortir de la crise économique consiste à autoriser l'exploitation pétrolière et gazière à haut risque dans leurs mers magnifiques. Il gagne quand on explique aux Canadiens qu'ils doivent laisser la forêt boréale de l'Alberta se faire écorcher pour qu'on puisse y exploiter les sables bitumineux. Il gagne quand on démolit un parc d'Istanbul pour faire place à un énième centre commercial. Il gagne quand on explique aux parents pékinois que le port de masques antipollution ornés de mignons personnages de bandes dessinées par leurs enfants sur le chemin de l'école est un prix acceptable à payer pour le progrès économique. Il gagne chaque fois que nous acceptons d'aussi sinistres alternatives : austérité ou extraction, empoisonnement ou pauvreté...

Dans ces conditions, le défi ne consiste pas simplement à investir de fortes sommes et à revoir quantité de politiques. Pour que les changements nécessaires aient la moindre chance de se concrétiser, nous devrons avant tout apprendre à penser de façon différente, radicalement différente. Pour l'instant, avec sa culture de la domination et de la concurrence sans partage, la logique marchande paralyse tout effort sérieux de lutte contre le dérèglement climatique. La compétition acharnée que se livrent les États bloque les négociations internationales sur le climat depuis des décennies : les pays riches campent sur leurs positions en déclarant qu'ils ne réduiront pas leurs émissions par crainte de perdre leur rang enviable dans la hiérarchie mondiale ; les pays pauvres refusent de renoncer à leur droit de polluer comme l'ont fait les pays riches lorsqu'ils voguaient vers la prospérité, même si cela implique d'aggraver une catastrophe dont les pauvres sont les victimes les plus touchées. Pour que le moindre changement puisse se produire, une nouvelle vision du monde devra s'imposer, en vertu de laquelle la nature et les autres peuples ne seront plus considérés comme des adversaires, mais comme les partenaires d'un grand projet de réinvention collective.

La barre est haute. Mais elle ne cesse de grimper. Et parce que nous avons constamment remis à plus tard cette énorme transformation, il est grand temps de nous y atteler. Selon l'AIE, si les émissions ne sont pas maîtrisées d'ici 2017 (autant dire demain matin !), l'économie fondée sur les combustibles fossiles aura rendu irréversible un réchauffement extrêmement dangereux. « Les infrastructures énergétiques alors existantes produiront tout le CO_2 » autorisé par le bilan carbone pour limiter le réchauffement

à 2 °C, « ne laissant aucune place à de nouvelles centrales électriques, usines et infrastructures, à moins que celles-ci soient carboneutres, ce qui coûterait excessivement cher ». Cette mise en garde présuppose, sans doute à raison, que les gouvernements n'envisageront pas la fermeture de centrales et d'usines toujours rentables. Fatih Birol, économiste en chef de l'AIE, ne mâche pas ses mots : « La fenêtre permettant de respecter l'objectif des 2 °C est sur le point de se fermer. En 2017, elle sera fermée pour de bon. » En résumé, nous sommes entrés dans ce que des militants appellent la « décennie zéro » de la crise du climat : soit nous changeons immédiatement, soit nous perdons notre chance[33].

Autant dire que les promesses habituelles des apôtres du libre marché (« une solution technologique est à portée de main » ; « le développement polluant n'est jamais qu'une étape sur la route qui mène à un environnement propre : regardez de quoi Londres avait l'air au XIXe siècle ! ») ne tiennent pas debout. L'humanité n'a pas un siècle à perdre pour permettre à la Chine et à l'Inde de dépasser leur phase dickensienne. À cause des décennies qu'on a perdues, c'est maintenant qu'il faut renverser la situation. Est-ce possible ? Absolument. Est-ce possible sans s'en prendre à la logique fondamentale du capitalisme dérégulé ? Aucunement.

Parmi les personnes que j'ai rencontrées sur le parcours ayant conduit à ce livre et avec lesquelles vous ferez connaissance au fil des pages se trouve Henry Red Cloud, un éducateur et entrepreneur lakota qui forme de jeunes Autochtones aux technologies solaires. À ses étudiants, il explique qu'il est des moments où il faut accepter de faire de petits pas, et d'autres où « il faut courir comme un bison[34] ». Nous vivons aujourd'hui un de ces moments où il faut courir.

Au-delà de la technique : un enjeu politique

Dernièrement, je suis tombée sur un article qui m'a étonnée, un genre de *mea culpa* rédigé en 2012 par Gary Stix, rédacteur en chef de la revue *Scientific American*. En 2006, raconte-t-il, il avait publié un numéro spécial sur les solutions à la crise du climat dont le contenu, comme c'est souvent le cas, mettait essentiellement en valeur des technologies carboneutres fort prometteuses. En revenant sur ce dossier, Stix admet qu'il y avait négligé une dimension fondamentale du sujet : la nécessité de créer un contexte social et politique au sein duquel de telles solutions auraient une chance

de remplacer des technologies pour l'heure trop rentables. « Pour vraiment s'attaquer au dérèglement climatique, il faut privilégier des solutions radicales sur le plan social. En comparaison, l'efficacité relative de la prochaine génération de cellules solaires est une question futile[35]. »

Ce livre traite de ces solutions radicales, sur le plan social comme sur les plans politique, économique et culturel. J'y aborde moins la mécanique de la transition (le passage des énergies « grises » aux énergies vertes, de l'automobile individuelle au transport collectif, de la vaste banlieue aux villes denses et à échelle humaine, etc.) que les obstacles politiques et idéologiques qui, jusqu'ici, ont empêché la mise en œuvre à grande échelle de ces solutions, connues depuis longtemps.

Je considère en effet que le problème est moins technique que politique : la question consiste à savoir si le pouvoir peut changer de mains, passer des milieux d'affaires aux milieux de vie. Pour qu'une mutation de cet ordre se produise, il faudrait que les masses de gens qui pâtissent du système actuel s'unissent afin de former une force suffisamment déterminée et plurielle pour rompre l'équilibre des pouvoirs. Au fil de mes recherches, je me suis rendu compte que cela implique de repenser la nature même de la puissance de l'humanité, son droit d'extraire toujours plus de ressources sans en subir les conséquences, sa capacité à soumettre des écosystèmes complexes à sa volonté. Un tel changement met en cause non seulement le capitalisme, mais aussi ses assises matérialistes, que certains qualifient d'« extractivisme ».

Car derrière toutes ces considérations se cache une vérité qu'on évite de regarder en face : la crise du climat n'est pas un « enjeu » parmi d'autres, une question qui viendrait s'ajouter à celles des soins de santé ou de la fiscalité. Il s'agit d'un signal d'alarme, d'un avertissement ferme qui s'exprime dans un langage de feux de forêt, d'inondations, de sécheresses et d'extinction d'espèces, et qui nous presse d'adopter un modèle économique complètement différent et une nouvelle façon de partager la planète. Qui nous presse de considérer l'absolue nécessité d'évoluer.

En finir avec le déni

D'aucuns disent qu'une transformation de cette ampleur demanderait trop de temps : la crise est trop urgente, et le temps fuit à toute allure. Il serait effectivement irresponsable de refuser toute avenue moins radicale qu'une révolution de l'économie et une redéfinition en profondeur de notre vision du monde. Dès

aujourd'hui, on pourrait appliquer toute une série de mesures pour diminuer considérablement les émissions. Mais nous nous en gardons bien, n'est-ce pas ? Et pourquoi donc ? Tout simplement parce que, peu à peu, en l'absence de luttes farouches pour provoquer un changement d'orientation idéologique et une redistribution des pouvoirs, s'est mis en place un contexte dans lequel toute réponse vigoureuse à la crise du climat paraît politiquement impossible, en particulier quand l'économie est en crise (ce qui, depuis quelques années, semble être une situation permanente). C'est pourquoi ce livre propose une autre stratégie, qui consiste à voir grand, à agir en profondeur et à rompre avec le fondamentalisme marchand, cette idéologie suffocante qui est devenue le pire ennemi de la santé de la planète. S'il évoluait ne serait-ce qu'un peu, le contexte culturel pourrait devenir propice à l'adoption de politiques réformistes judicieuses. Et – qui sait ? – nous prendrions peut-être goût à la victoire ? Et peut-être que, dans quelques années, certaines idées qui semblent aujourd'hui trop radicales et impossibles à concrétiser (telles que le revenu minimum garanti pour tous, la redéfinition du droit commercial ou une véritable reconnaissance du droit des Autochtones à protéger de vastes parties du monde contre l'exploitation minière polluante) auront commencé à être considérées comme réalistes, voire essentielles.

Pendant vingt-cinq ans, nous avons opté pour la politique des petits pas, pour la modération, en tentant d'adapter les besoins physiques de la planète au besoin de croissance infinie d'un système économique regorgeant de nouvelles occasions de faire du profit. Les résultats se sont révélés catastrophiques et ont placé l'humanité dans une situation plus périlleuse que jamais.

Bien entendu, rien ne garantit qu'une solution plus globale ait plus de chances de réussir, même si, comme nous le verrons plus loin, des précédents historiques permettent de l'espérer. Il reste que ce livre est celui que j'ai trouvé le plus difficile à écrire, précisément parce que mes recherches m'ont menée à envisager des ripostes à ce point radicales. Je ne doute pas de leur nécessité, mais je m'interroge chaque jour sur la possibilité de leur mise en œuvre, en particulier dans un contexte où la crise du climat impose des délais très serrés, incompressibles.

*
* *

Si ce livre m'a été difficile à écrire, c'est aussi pour des raisons personnelles.

Ce ne sont pas les études scientifiques terrifiantes sur la fonte des glaciers (celles que j'évitais autrefois) qui me touchent le plus. Ce sont les livres que je lis à mon fils de deux ans. *As-tu déjà vu un orignal ?* est l'un de ses favoris. Il raconte l'histoire d'une bande de gamins qui rêvent de voir un orignal. Partout, dans une forêt, près d'un marais, dans des fourrés couverts de ronces, en haut d'une montagne, ils cherchent « un orignal aux longues pattes, au gros museau et aux bois aplatis ». Le gag, c'est qu'on voit des orignaux cachés sur toutes les pages. À la fin, ils sortent tous de leur cachette, et les enfants, ravis, s'exclament : « Nous n'avons jamais vu autant d'orignaux ! »

C'est à la soixante-quinzième lecture, ou à peu près, que je me suis soudain rendu compte que mon fils ne verrait peut-être jamais d'orignal ! Tentant de dissimuler mon désarroi, je suis retournée à mon ordinateur pour commencer à écrire sur mon séjour dans le nord de l'Alberta, le pays des sables bitumineux, où des membres de la nation crie de Beaver Lake m'avaient appris que les orignaux avaient changé : une femme m'avait raconté que, lors d'une expédition de chasse, la chair d'un orignal qu'elle venait de tuer avait déjà tourné au vert. On m'avait aussi parlé d'animaux atteints de tumeurs étranges, que les habitants de la région attribuent à la consommation d'eau contaminée par les effluents toxiques des sables bitumineux. Mais ce qu'on m'avait surtout dit, c'est que les orignaux avaient tout bonnement disparu.

Et pas seulement en Alberta. En 2012, le *Scientific American* publiait un article intitulé « De rapides changements climatiques transforment la forêt laurentienne en cimetière d'orignaux ». Un an et demi plus tard, le *New York Times* rapportait le déclin marqué d'une des deux populations d'orignaux du Minnesota, passée de 4 000 individus en 1990 à une centaine à peine aujourd'hui[36].

Mon fils ne verra-t-il jamais d'orignal ?

Coup de grâce le lendemain, à la lecture d'un livre miniature, qui a achevé de me chambouler. Ce dernier montre divers animaux en train de se faire des câlins, chacune de leurs postures se voyant qualifiée par une expression parfaitement ridicule : « Comment les chauves-souris se font-elles des câlins ? Sens dessus dessous, sens dessus dessous ! » Pour une raison que j'ignore, mon fils se tord de rire chaque fois qu'il regarde cette page. Je lui ai expliqué que cela signifie « à l'envers » et que les chauves-souris dorment ainsi. Mais je n'ai pas pu m'empêcher de penser aux 100 000 chauves-souris tombées du ciel mortes ou moribondes lors d'une vague de chaleur record dans le Queensland, en Australie. Des colonies entières ont alors disparu[37].

Verra-t-il un jour une chauve-souris ?

Enfin, j'ai réalisé que quelque chose ne tournait vraiment pas rond chez moi quand je me suis surprise en plein plaidoyer devant des étoiles de mer. Les rouges et les violettes sont omniprésentes sur les côtes rocheuses de Colombie-Britannique, où vivent mes parents, où mon fils est né et où j'ai passé environ la moitié de ma vie adulte. Les enfants les adorent, car on peut facilement les saisir délicatement pour les observer. « C'est le plus beau jour de ma vie ! » a lancé un jour ma nièce Miriam, sept ans, qui vit à Chicago, après un long après-midi passé à explorer les cuvettes laissées par la marée.

Cependant, à l'automne 2013, on a commencé à entendre parler d'une étrange maladie à laquelle certaines espèces d'étoiles de mer de la côte du Pacifique succombaient par dizaines de milliers. Les individus atteints de ce qu'on a qualifié de « syndrome du dépérissement de l'étoile de mer » se désintégraient vivants, leurs corps normalement vigoureux devenant globuleux et informes, leurs bras se tordant et se détachant, sous le regard perplexe de la communauté scientifique[38].

En apprenant cette histoire, je me suis surprise à implorer ces invertébrés de survivre ne serait-ce qu'une année de plus, assez longtemps pour que mon fils ait l'occasion de s'en émerveiller. Puis j'ai commencé à avoir des doutes : mieux valait peut-être qu'il ne voie jamais d'étoiles de mer, du moins pas dans cet état...

Autrefois, quand une telle crainte s'insinuait dans mon armure climatosceptique, je faisais tout mon possible pour la refouler, pour passer à autre chose. Aujourd'hui, j'essaie de la ressentir pleinement. Je crois que je me dois de le faire vis-à-vis de mon fils, tout comme nous nous le devons tous les uns aux autres.

Mais que faire de cette peur née de la conscience de vivre sur une planète moribonde, que chaque jour qui passe rapproche un peu plus de l'agonie ? D'abord admettre qu'elle ne se dissipera pas. La peur est une réponse parfaitement rationnelle à l'insoutenable fait de vivre dans un monde qui se meurt, un monde à la mort duquel nous sommes nombreux à contribuer, que ce soit en préparant du thé, en allant faire ses courses en voiture ou bien, je l'admets, en faisant des enfants.

Une fois la peur acceptée, nous devons en tirer parti. La peur est un réflexe de survie ; elle nous fait courir, elle nous fait faire des bonds en avant, elle nous donne une force surhumaine. Mais il nous faut quelque part où aller, sans quoi la peur ne fera que nous tétaniser. C'est pourquoi notre seul espoir consiste à adou-

cir la hantise d'un avenir invivable en la contrebalançant par la possibilité de bâtir un monde à la hauteur de nos rêves.

Certes, bien des choses disparaîtront, certains luxes devront être bannis, des industries entières seront rayées de la carte. Et il est trop tard pour prévenir le dérèglement climatique : il est déjà en cours, et, quoi que nous fassions, des catastrophes de plus en plus terribles surviendront. Cependant, il n'est pas trop tard pour éviter le pire, et il nous reste suffisamment de temps pour nous transformer nous-mêmes afin de nous découvrir solidaires quand se produiront ces désastres. Et le jeu, selon moi, en vaut largement la chandelle.

Car ce qu'une crise d'une telle ampleur a de particulier, c'est qu'elle change tout. Tout ce que nous pouvons faire, tout ce que nous pouvons espérer, tout ce que nous pouvons attendre de nos dirigeants et de nous-mêmes. Elle fait en sorte que des réalités prétendument incontournables ne peuvent tout simplement plus se maintenir, et que des objectifs prétendument impossibles à atteindre doivent être envisagés toutes affaires cessantes.

Pourrons-nous y parvenir ? Tout ce que j'en sais, c'est que rien n'est inéluctable. Hormis le fait que le changement climatique change tout. Pour peu de temps encore, la nature de ce changement est entre nos mains.

Première partie

Deux solitudes

En vérité, le charbon ne se situe pas à côté, mais totalement au-dessus de toutes les autres matières premières. C'est l'énergie matérielle du pays – l'aide universelle – l'élément à la base de tout ce que nous faisons.

William Stanley Jevons, économiste, 1865[1]

C'est une triste chose de songer que la nature parle et que le genre humain n'écoute pas.

Victor Hugo, 1840[2]

Chapitre 1

La droite voit juste

Le pouvoir révolutionnaire du changement climatique

Les climatologues sont tous d'accord : le changement climatique est en train de se produire, ici et maintenant. Sur la base de données avérées, environ 97 % des climatologues ont conclu au caractère anthropique de l'origine du phénomène. Ce consensus ne s'appuie pas sur une seule étude, mais sur un flux de données convergentes issues d'études scientifiques, d'analyses du contenu d'études révisées par des pairs et de déclarations publiques émises par quasiment toutes les organisations d'experts de ce domaine, en l'espace d'une vingtaine d'années.

Rapport de l'Association américaine pour l'avancement des sciences, 2014[3]

Il n'y a aucun moyen d'y parvenir sans modifier radicalement le mode de vie américain, juguler le développement économique et forcer de vastes secteurs de notre économie à mettre la clé sous la porte.

Thomas J. Donohue, président de la Chambre de commerce des États-Unis, à propos d'un ambitieux programme de réduction des émissions de gaz carbonique[4]

Une main se lève au quatrième rang. Il se présente – Richard Rothschild – et explique à l'assistance qu'il a été candidat au poste de commissaire du comté de Carroll au Maryland, après en être venu à la conclusion que les politiques de lutte contre le changement climatique constituent en réalité une « attaque contre le capitalisme américain et la classe moyenne ». La question qu'il adresse aux panélistes est la suivante : « Dans quelle mesure ce mouvement n'est-il pas en réalité un cheval de Troie "vert" dont les rouges entrailles sont pétries de doctrine socioéconomique marxiste[5] ? »

Lors de cette sixième conférence internationale sur le changement climatique organisée au Marriott de Washington, fin juin 2011, par le Heartland Institute – le principal rassemblement

des négateurs zélés de l'écrasant consensus scientifique selon lequel l'activité humaine entraîne le réchauffement de la planète –, pareille question demeure purement rhétorique. Un peu comme si l'on demandait à un groupe de banquiers allemands si les Grecs sont dignes de confiance. Quoi qu'il en soit, les panélistes vont sauter sur l'occasion pour souligner la pertinence de la remarque de l'intervenant.

Le premier à répondre est Marc Morano, rédacteur en chef de l'incontournable site d'actualités climatosceptiques *Climate Depot.* « Aujourd'hui, aux États-Unis, nous sommes en proie à des régulations qui régissent jusqu'à nos pommes de douche, nos ampoules électriques ou nos machines à laver », déclare-t-il. Et d'ajouter : « nous laissons le 4 x 4 américain agoniser sous nos yeux ». Si les verts arrivent à leurs fins, prévient Morano, « nous aurons affaire, sous le contrôle d'un organe international, à un bilan carbone pour chaque homme, chaque femme et chaque enfant de la planète[6] ».

La parole échoit ensuite à Chris Horner, illustre membre du Competitive Enterprise Institute, dont la spécialité consiste à harceler les climatologues en leur intentant d'éprouvantes poursuites judiciaires et en leur imposant des demandes tous azimuts au nom du Freedom of Information Act (loi sur le libre accès à l'information). Il incline le micro vers sa bouche : « On pourrait croire qu'il s'agit du climat, et plusieurs personnes en sont convaincues, mais une telle croyance est sans fondement », déclare-t-il gravement. Horner, que ses cheveux prématurément blanchis font ressembler à Anderson Cooper, mais en plus arrogant, aime à citer l'icône de la contre-culture des années 1960, Saul Alinsky : « Le problème n'est pas celui qu'on croit. » Le problème, semble-t-il, réside dans le fait qu'« aucune société libre n'accepterait de se soumettre à un tel programme [...] dont la première étape consiste à se débarrasser de toutes ces libertés encombrantes qui lui barrent le chemin[7] ».

À l'aune des critères du Heartland Institute, affirmer que le changement climatique est issu d'un complot visant la liberté américaine relève d'une position modérée. Durant les deux jours de la conférence, on entendra des propos comparant les environnementalistes d'aujourd'hui aux protagonistes de la quasi-totalité des épisodes les plus sanglants de l'histoire de l'humanité, de la période de l'Inquisition catholique à l'Allemagne nazie, en passant par la Russie stalinienne. On apprendra que la promesse électorale de Barack Obama de soutenir les usines de biocarburants locales s'apparentait au plan de Mao Tsé-toung consis-